

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 164, 10 septembre 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Action et cohésion sociale

• Reconnaître et valoriser le travail social.

Brigitte Bourguignon.

La Documentation française, septembre 2015. 85 p. @

Ce rapport s'inscrit dans le cadre des États généraux du travail social. Face aux interrogations du monde du travail social, le Premier ministre a livré les pistes d'actions pour reconnaître davantage la valeur de l'engagement des travailleurs sociaux et pour un meilleur accompagnement des personnes prises en charge.

• Quelles sont les personnes vivant avec moins de 660 euros par mois ?

Direction de la recherche, des études et de l'évaluation statistique (Drees) ; Céline Arnold. Août 2015. 12 p. @

Les prestations sociales permettent de garantir un minimum de ressources aux personnes disposant de faibles revenus. Pourtant, une partie de la population vit dans une situation que l'on peut qualifier de pauvreté monétaire extrême. En 2012, 2,3 millions de personnes sont pauvres au seuil de 40 % du niveau de vie médian, et ont ainsi un niveau de vie inférieur à 660 euros mensuels.

• Evaluation de la démarche de participation des personnes accueillies ou accompagnées au sein du CCPA et des CCRPA.

Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) ; cabinet ASDO. 2015, 66 p. @

Cette étude dresse un état des lieux du fonctionnement actuel du Conseil consultatif des personnes accueillies et de ses déclinaisons déployées dans 21 régions (CCRPA). Ces Conseils ont été conçus dans le but de promouvoir la participation des personnes accueillies et accompagnées à l'élaboration et au suivi des politiques publiques les concernant. Ils sont animés, selon les territoires, par la Fondation Armée du Salut, la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) ou par l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOSS).

Démographie - Population

• Les « quinze » France : une recomposition très diversifiée des territoires.

Gérard-François Dumont ; Tuerxun Yiliminuer.

Population & Avenir, n° 724, sept.-oct. 2015. pp. 4-7 et carte.

Le peuplement des territoires français change de façon de plus en plus diversifiée. Deux tendances opposées se distinguent d'abord : les départements en croissance démographique et ceux en dépeuplement. Mais, en fonction des raisons explicatives de leur évolution, pas moins de quinze types d'évolution démographique peuvent être mis en évidence.

• Faire du bien-vieillir un projet de société : logement, patrimoine et emploi des seniors.

Institut Montaigne ; juillet 2015. 104 p. @

En 2045, 31% de la population aura plus de 60 ans. Comment notre pays se prépare-t-il à ce choc démographique ? Afin d'élaborer des

propositions à destination des pouvoirs publics et des acteurs privés, l'Institut Montaigne publie un rapport abordant les sujets tels que l'emploi des seniors comme levier de croissance et de bien-être, les solutions pour les seniors à revenus insuffisants et la recherche d'une meilleure équité intergénérationnelle.

Développement durable

• COP 21 : comprendre le changement climatique.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ; Direction générale de l'énergie et du climat. Septembre 2015. 16 p.

L'enjeu de la prochaine conférence des Nations unies sur le climat, la COP21 est majeur : contenir le dérèglement climatique qui menace nos sociétés et nos économies. Cette conférence doit conduire à l'adoption d'un accord universel, qui posera le cadre d'une transition vers des sociétés et des économies sobres en carbone et capables de faire face aux changements climatiques.

• Les villes et le climat, quelles visions ?

Jean Haëntjens.

Futuribles, n° 408, sept. 2015. pp. 21-37. @

Après un rappel, notamment historique, de l'importance de la vision dans les changements de paradigme urbain, l'auteur souligne combien l'éco-urbanisme du XXIe siècle élargit la gamme des solutions possibles aux nombreux défis auxquels nos villes sont aujourd'hui confrontées. Répondre efficacement au changement climatique requiert surtout l'élaboration d'une véritable vision stratégique à même de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés.

• Energie : produire mieux, consommer moins.

Isabelle Berthier ; Marc Lemonier.

Diagonal, n° 194, juillet 2015. pp. 28-58.

Les énergies fossiles existent en quantités finies et leur extraction est de plus en plus dommageable à l'environnement ; les énergies renouvelables sont aléatoires ; l'énergie nucléaire comporte des risques et le problème des déchets n'est pas réglé ; les émissions carbonées sont en grande partie responsables du changement climatique. La transition énergétique est une impérieuse nécessité. Retour sur des expériences menées en région pour mettre en œuvre la transition énergétique. *En prêt à la Documentation*

Développement économique

• Le financement de l'investissement des entreprises : rapport d'étape.

François Villeroy de Galhau.

La Documentation française, août 2015. 140 p. @

Dans son rapport d'étape remis au Premier ministre sur le financement de l'investissement des entreprises, la mission retient trois objectifs principaux : diversifier les possibilités de financement des entreprises ; mieux mutualiser l'épargne en zone euro ; orienter davantage les épargnants européens vers le long terme. Ces objectifs sont déclinés en dix orientations d'application française ou européenne.

• Le pari de l'économie circulaire.

Olivier Guichardaz ; Geneviève de Lacour ; Céline Mouzon.

Alternatives économiques, n° 349, sept. 2015. pp. 50-60.

Rapport Acte II de la loi Montagne : pour un pacte renouvelé de la Nation avec les territoires de montagne

Annie Genevard
Bernadette Laclais

La Documentation Française,
2015. 156 p.

@

Transformer toute l'économie pour ne plus produire de déchets en partageant, en réutilisant et en recyclant des produits éco-conçus, tel est le principe de l'économie circulaire. Les initiatives se multiplient mais il faut convaincre les industriels, bousculer les habitudes des consommateurs et réglementer.

Economie sociale et solidaire

• Les clusters d'innovation sociale. Analyse et bonnes pratiques européennes.

Pour la Solidarité ; Denis Stokkink.

Note d'analyse, n° 19, 2015. 19 p. @

Les clusters d'innovation sociale rassemblent au sein d'un même espace géographique des structures autour d'un objet social ou environnemental. Cette note analyse ces écosystèmes qui favorisent significativement l'innovation sociale et la résolution de problèmes sociaux.

• Comprendre l'économie collaborative et ses promesses à travers ses fondements théoriques.

IDDDRI ; David Masse ; Simon Borel ; Damien Demailly.

Working Papers, n° 05/2015. 14 p. @

Airbnb, blablacar, eBay... Ces plateformes qui transforment nos économies sont le sommet du vaste iceberg appelé « économie collaborative ». Ce concept encore flou est porté par un ensemble d'acteurs constitué d'essayistes à succès, de militants associatifs et d'entrepreneurs du web. À ce concept sont associées de nombreuses promesses : les pratiques collaboratives seraient une réponse à la crise du modèle de croissance, à la crise environnementale, et un moyen de refonder le lien social et les solidarités collectives.

Education

• L'école est-elle (encore) un des principaux vecteurs d'intégration en France ?

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). @

Débats sur les politiques migratoires, n° 6, sept. 2015. 4 p.

En 2012, le système éducatif français est l'un des plus inégalitaires des pays de l'OCDE. En effet, il ne parvient pas, en dépit des multiples réformes entreprises depuis des décennies, à instaurer l'égalité des chances pour tous les élèves, en particulier pour les enfants immigrés ou issus de l'immigration. Cette édition des débats sur les politiques migratoires s'intéresse à la capacité du système scolaire français à intégrer les élèves les plus défavorisés et notamment les enfants immigrés ou issus de l'immigration.

• Acquis des élèves au collège : les écarts se renforcent entre la sixième et la troisième en fonction de l'origine sociale et culturelle.

Linda Ben Ali ; Ronan Vourc'h.

Education nationale (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance).

Note d'information, n° 25, août 2015. 4 p. @

Le suivi d'un panel d'élèves entrés au collège en 2007 montre que l'avenir scolaire est fortement déterminé dès la sixième. Le collège ne parvient pas systématiquement à atténuer les inégalités sociales et tend même à les accentuer en mathématiques et dans l'acquisition du vocabulaire scolaire.

Emploi

• La polarisation des emplois : une réalité américaine plus qu'européenne ?

France Stratégie ; Cécile Jolly.

Document de travail. Août 2015. 38 p. @

La polarisation des emplois renvoie à l'accroissement simultané de la part des métiers les plus qualifiés et de celle des moins qualifiés, induisant une baisse concomitante de la proportion des effectifs en emploi au milieu de l'échelle des qualifications (numériquement les plus nombreux). Dans les pays de l'Union, l'élévation de la part des

plus qualifiés est très nette mais celle des moins qualifiés croît faiblement, voire se réduit dans certains pays, à l'instar de la France.

Enseignement supérieur

• Pour une société apprenante. Propositions pour une stratégie nationale de l'enseignement supérieur.

Sophie Bejean ; Bertrand Monthubert.

La Documentation française, septembre 2015. 247 p. @

La stratégie nationale de l'enseignement supérieur (StrANES) a pour ambition de définir les objectifs nationaux engageant l'avenir à l'horizon des 10 prochaines années et de proposer les moyens de les atteindre. Le rapport identifie cinq axes stratégiques : construire une société apprenante et soutenir notre économie, développer la dimension européenne et l'internationalisation de notre enseignement supérieur, favoriser une réelle accession sociale et agir pour l'inclusion, inventer l'éducation supérieure du XXI^{ème} siècle, répondre aux aspirations de la jeunesse.

Le rapport : @

Le vade mecum : @

Evaluation

• Promouvoir une culture de l'évaluation des politiques publiques. Présentation de l'avis.

Conseil économique, social et environnemental (Cese) ;

M. Nasser Mansouri-Guilani. Septembre 2015. @

(Vidéo et diaporama explicatif)

L'évaluation reste largement méconnue voire sous-utilisée dans notre pays. De plus, la confusion entre l'évaluation des politiques publiques d'une part, et le contrôle, l'audit et la réforme de l'Etat d'autre part, provoque une réticence auprès des responsables politiques et des services. L'avis du Cese et le rapport (à paraître) qui l'accompagne ont pour but d'expliquer le sujet, de passer en revue les pratiques évaluatives et de formuler des propositions pour promouvoir une culture de l'évaluation des politiques publiques.

Finances locales

• La dotation globale de fonctionnement en question, éléments d'évaluation et perspectives. Contributions pour un débat d'actualité.

M. Bouvier ; V. Chomentowski ; M. Houser ; Afigese ; cabinet EY et al.

AcuF ; AMGVF ; APVF. 2015. 132 p. @

L'objectif de cet ouvrage est d'apporter une somme d'éclairages aux élus qui ont la responsabilité politique de faire vivre et évoluer le système français de dotations. C'est dans cette perspective que trois associations d'élus ont conjointement pris l'initiative de solliciter un panel d'universitaires, de consultants et de praticiens pour éclairer le débat. Onze contributions sont proposées.

• Auditions à la Commission d'enquête "Baisse des dotations de l'État, investissement et services publics de proximité" (Assemblée nationale). @

Retrouvez en vidéo les auditions réalisées dans le cadre de cette Commission. Personnalités auditionnées du 1^{er} au 9 septembre : André Laignel (Comité des finances locales) ; Philippe Laurent (AMF) ; Charles-Eric Lemaigen et Sébastien Miossecet (AdCF) ; Jean-François Debat (Villes de France) ; Patrice Bessac (Ville & Banlieues).

Calendrier des auditions et des travaux des Commissions : @

Page dédiée pour cette Commission sur le site A.N. : @

Innovation

• Les dépenses de R&D dans les régions françaises en 2012.

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Anna Testas.

Note d'information, n° 15-07, septembre 2015. 8 p. @

Midi-Pyrénées est parmi les régions françaises, la plus engagée dans des activités de recherche, avec un effort de 4,8 % en 2012. L'objectif de la Stratégie Europe 2020 de consacrer 3 % du PIB aux dépenses de recherche est également atteint en Île-de-France depuis 2011.

Métropole

• Rapport de la mission de préfiguration de Grand Paris Aménagement.

Thierry Lajoie ; Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP). Septembre 2015. 168 p. @

Le rapport souligne la légitimité pour l'Etat de s'impliquer aux côtés des collectivités pour favoriser la réalisation d'opérations d'aménagement ambitieuses en Ile-de-France. Il recommande une approche résolument partenariale via la négociation de Contrats d'intérêt national pour l'aménagement et le logement (CINaL). Ce nouveau dispositif permettrait de convenir des gouvernances, des procédures, des moyens et des outils mobilisés par l'Etat au service de territoires et de leurs projets.

• Vers un monde métropolitain ?

Julien Damon.

Futuribles, n° 408, septembre 2015. pp. 39-47.

L'auteur souligne, dans cet article, combien l'échelon métropolitain tend à prendre de l'importance, dans le monde. S'appuyant sur diverses publications anglo-saxonnes récentes, il présente les ressorts de cette possible « révolution métropolitaine » et examine dans quelle mesure elle pourrait aussi gagner la France, à la faveur des réformes territoriales en cours. Il s'interroge également sur l'émergence possible, dans l'Hexagone, de « métropoles-providences » se substituant peu à peu à un État-providence.

Outre-Mer

• Plan Jeunesse Outre-mer.

Ministère des Outre-Mer ; 3 septembre 2015. 5 p. @

La ministre des Outre-mer et le ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports ont lancé, le 3 septembre dernier, le Plan Jeunesse Outre-mer. Ce Plan rassemble deux engagements majeurs qui sont l'emploi et la formation des jeunes, et s'articule autour de cinq grandes priorités : la réussite éducative, la transition entre la formation et l'emploi, l'autonomie et la prise d'initiatives des jeunes, l'insertion professionnelle et sociale, la lutte contre la délinquance et la promotion du « vivre ensemble ».

Planification

• Schéma stratégique Vallée de la Seine. Un projet de développement à l'horizon 2030.

Délégation interministérielle au développement de la Vallée de la Seine. 2015. 76 p.

« Ce schéma pose le diagnostic du territoire de la Vallée de la Seine et précise les enjeux majeurs, autour d'une volonté commune de favoriser l'emploi, de renforcer l'identité de la Vallée de la Seine et d'identifier une gouvernance inscrite dans la durée ». Trois orientations sous-tendent les actions à mener : la prise en compte du développement durable, l'optimisation des flux et des réseaux, la valorisation des atouts économiques notamment par le renforcement de coopérations interrégionales.

En prêt à la Documentation

Réforme territoriale

• Panorama des dispositions contenues dans la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). @

CNFPPT. Août 2015. 80 p.

Ce document a pour objectif de présenter de façon synthétique l'essentiel des dispositions de la loi NOTRe. Il propose également une bibliographie permettant d'accéder à des informations complémentaires.

• Brève histoire des régions françaises, de Serge Antoine à François Hollande.

Raphaël Piastra.

Futuribles, n° 408, septembre 2015. pp. 75-79. @

Après le Sénat, l'Assemblée nationale a adopté, le 2 juillet, le projet de loi portant « Nouvelle organisation territoriale de la République » (NOTRe). Les redécoupages territoriaux envisagés (en particulier les fusions de régions) ne font pas l'unanimité. Pourtant, à lire cet article, on constate que s'il y a des évidences dans cet agencement, il y a aussi, comme le pensait à l'époque Serge Antoine, l'artisan du découpage des régions, matière à évolution et à regroupements.

Santé

• Rapport sur la territorialisation des services d'urgence.

Dr. Jean-Yves Grall. Juillet 2015. 30 p. @

Remis à la ministre de la Santé Marisol Touraine, ce rapport établit dans une première partie, quelques éléments de bilan et pose dans un second temps les principes permettant d'adapter la stratégie de prise en charge de l'urgence. De nombreux entretiens ont été menés avec les principaux acteurs intéressés permettant de formuler, en troisième partie, plusieurs propositions structurantes.

Union européenne

• Etat d'avancement des programmes européens Feder-FSE. Etat financier au 1er septembre 2015.

ASP- L'Europe s'engage ; septembre 2015. 26 p. @

(Coll. Connaître les programmes européens)

L'état d'avancement financier, réalisé et publié mensuellement, permet d'apprécier l'avancement de la programmation et de la consommation des crédits européens par régions. Au sommaire : une synthèse des objectifs ; les objectifs dans le détail : "Compétitivité régionale et emploi", "Convergence", "Coopération territoriale européenne" ; assistance technique nationale. Ce document est élaboré par l'Agence des services et de paiement (ASP) pour le Commissariat général à l'égalité des territoires.

Actualité législative et parlementaire

- Décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code général des collectivités territoriales. [Contenu et mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes des Epci et des communes sur la mise en œuvre de la politique de la ville].
- Décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Instruction relative à l'application des dispositions des articles 33,35 et 40 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République relatifs à l'élaboration et à la mise en œuvre des nouveaux schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI).

Outils

• La démocratie participative. Bibliographie.

Commissariat général au développement durable (CGDD).

Centre de ressources. 2015. 12 p. @

Ce document présente une sélection d'ouvrages, rapports et articles de revues spécialisées sur cette thématique.

• Stop-discrimination.gouv.fr @

La garde des Sceaux, Christiane Taubira, a lancé, le 9 septembre, un site Internet destiné aux personnes victimes de discrimination ou témoins d'une situation discriminatoire. Grâce à des infographies pédagogiques, des fiches pratiques, des vidéos et une carte interactive, ce site permettra aux victimes de discrimination d'être informées sur les lois applicables et les actions à entreprendre, de s'orienter vers la structure de prise en charge qui les aidera dans leurs démarches.